

TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 1 | MERCREDI 25 JANVIER 2023

Sommaire

Édito – Mibé – Ils ont dit	2
Vu au PLR Vaud	8
Coup de gueule	10
Point fort	11
Opinion	13
Vu aux Grisons	14
Dans le monde	15
Frivolités essentielles	16

L'APPRENTISSAGE

UN BIJOU DE COMPÉTENCES



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE Santé et paix pour 2023!

Page 3



POLITIQUE FÉDÉRALE Moins de slogans, plus de courant!

Pages 4-5



POLITIQUE CANTONALE Indexation des salaires

Page 9



JLRV Intelligence artificielle: l'humain bientôt surpassé?

Page 12



Mixité et complémentarité y compris dans notre système éducatif. L'apprentissage doit reprendre des couleurs parmi les nombreuses filières de formation. Un atout pour la prospérité de notre pays. Analyse et commentaire...

Pages 6-7

APPRENTI, mon ami

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

La prospérité, la cohésion sociale, une société heureuse dépendent beaucoup de la qualité du système éducatif d'où l'importance d'y apporter un soin tout particulier. Nous avons besoin de jeunes bien formés, en nombre suffisant pour répondre aux besoins de l'économie. Des jeunes à qui l'on propose des filières nouvelles, de qualité et accessibles par tous financièrement sans distinction de classe et de niveau social. Une école qui répond aussi à la volonté de chacun de faire un métier qui lui plaît. L'école obligatoire, post-obligatoire ou supérieure avec toutes les passerelles utiles à modifier le parcours scolaire en cours de route sont ainsi complémentaires et indispensables. Cette mixité de formation où chacun a sa place doit être choyée. Et pourtant sans les professions de premières lignes, la société ne fonctionne plus. Le personnel vient à manquer.

Trop de réformes, ces dernières décennies, jusqu'à l'écriture inclusive, ont mis à mal l'équilibre nécessaire en matière de formation à la bonne marche d'un pays. Trop ancrées sur les diplômes supérieurs. La formation duale, un nom bien sophistiqué pour parler d'apprentissage, n'a plus vraiment la cote. Combien de postes de travail sont-ils aujourd'hui occupés par des employés qui ont une formation supérieure à celle du job proposé? Soyons honnêtes, beaucoup. Finalement au détriment de tout le monde, de l'employé lui-même qui a l'impression de travailler en-dessous de ses capacités, de l'entreprise, où turn-over, absentéisme sont fréquents, et d'autres candidats sans formation supérieure qui ne trouvent pas un travail à leur niveau de formation. Une sorte de nivellement par le bas en somme. On a favorisé au fil du temps la voie royale du gymnase au détriment de celle de l'apprentissage qui doit aujourd'hui retrouver une place de choix. Remettons l'apprentissage au goût du jour, revalorisons cette formation dans l'intérêt de tous. Cela méritait bien un dossier dans **TRIBUNE**.



ILS ONT DIT



**FRÉDÉRIC
BORLOZ**

« Pour rééquilibrer la répartition des jeunes dans les différentes filières de formation, il est impératif d'améliorer la détection de talents qui risquent de s'égarer dans des domaines où ils ne seront pas à l'aise, loin des lieux où ils pourraient réellement s'épanouir. »



**LAURENT
WEHRLI**

« Grâce à la Suisse, une résolution sur la thématique difficile de l'aide humanitaire transfrontalière pour la Syrie a été adoptée à l'unanimité au Conseil de sécurité. »

SANTÉ ET PAIX POUR 2023 !

par Florence Bettschart-Narbel,
présidente PLR Vaud, députée

Le 8 décembre dernier, le Congrès du PLR Vaud m'a élue à la présidence du PLR Vaud. C'est avec plaisir et enthousiasme que je commence ce mandat en ce début d'année.

C'est l'occasion ici de vous adresser tous mes vœux pour une belle année 2023. Des vœux de santé et de paix après presque trois ans de pandémie et une année 2022 qui ramène la guerre aux portes de l'Europe.

C'est une nouvelle année d'élections qui commence, fédérales cette fois-ci, et qui doit conduire notre parti vers des sommets en élisant Pascal Broulis au Conseil des États et en gagnant un sixième siège au Conseil national. Nous l'avons démontré lors des élections cantonales: nous sommes capables de gagner, de gagner avec nos amis de l'Alliance vaudoise. Et ce nous est extrêmement important, car c'est en équipe que nous avons gagné! Cette équipe est composée d'élus, d'organes du parti, mais surtout de membres qui, partout dans le canton, travaillent pour faire entendre nos valeurs fondatrices et fondamentales que sont la liberté, la responsabilité et la cohésion.

Ces valeurs, nous devons plus que jamais les défendre, tant elles sont aujourd'hui mises à mal. La liberté doit absolument être préservée. Liberté de vivre en paix, liberté de se déplacer selon nos possibilités, liberté d'entreprendre, liberté d'exprimer ses opinions, ce sont autant de libertés qui sont aujourd'hui attaquées.

Ce n'est que par la responsabilisation des individus, que ce soit par la formation, le travail ou encore la capacité à se développer, que notre société peut progresser.

La vision de la gauche, qui veut que les individus soient constamment assistés, doit être combattue: elle conduit à une paupérisation de la société. Nous le



constatons chaque semaine au Grand Conseil: la gauche veut nous imposer sa vision du monde avec plus d'État, plus de charges, plus de taxes, plus d'interdictions.

Ce dogmatisme n'est pas bon pour notre démocratie et nuit à la cohésion entre les individus.

Et cette mise en danger de la cohésion n'est pas qu'un phénomène local, tant nous constatons, tout autour du monde, que les valeurs démocratiques sont mises en danger:

■ la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine aux portes de l'Europe depuis le 24 février 2022 avec des combats qui s'intensifient et qui utilise les hommes comme de la chair à canon rappelle les pires heures des deux guerres mondiales;

■ à deux ans de distance, les démocraties que sont le Brésil et les États-Unis ont vu leurs parlements pris d'assaut par des militants d'extrême-droite n'acceptant pas les résultats des élections présidentielles;

■ en Iran, des femmes et des hommes militant pour des droits de l'homme élémentaires sont tués, emprisonnés pour avoir défendu leur liberté.

Mais ici aussi nous devons nous battre, en tant que premier parti politique du canton, pour démontrer que l'avenir passe par une démocratie telle que nous la connaissons. Je m'y engage avec vous, pour vous et pour notre canton.

La vision de la gauche, qui veut que les individus soient constamment assistés, doit être combattue: elle conduit à une paupérisation de la société.

publicité

CHARDONNE
MAURICE
NEYROUD
VIGNERON-ENCAVEUR
TEL. 079 637 75 81
WWW.NEYROUD-VINS.CH

La suisse au conseil de sécurité

par Laurent Wehrli,
conseiller national

Depuis le 1^{er} janvier 2023 et pour une période de deux ans, la Suisse est l'un des membres non permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU). C'est une occasion unique d'agir ainsi au niveau central de la gouvernance internationale. La Suisse entend s'engager en particulier pour une paix durable, la protection des populations et la sécurité climatique.

Par 187 voix sur 190, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a élu le 9 juin 2022 la Suisse comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour une période de deux ans 2023-2024. Ce résultat – l'un des meilleurs obtenus à ce jour – témoigne clairement du soutien et de la confiance dont jouit la Suisse au sein de la communauté internationale. Ceci alors que le monde connaît une succession de crises majeures tant sanitaire que géopolitique, climatique, énergétique ou alimentaire. De plus, la Suisse étant membre du Groupe des États d'Europe occidentale, ce mandat renforcera encore nos collaborations et liens avec les pays de l'Union européenne.



Ce qui est sans aucun doute positif dans la situation actuelle des relations de notre pays avec ses voisins.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Pour mémoire, fondé en 1946 et conformément aux termes de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité de l'ONU est composé de 5 membres permanents (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie) et 10 membres non permanents. Il a notamment les fonctions et pouvoirs suivants : maintenir la paix et la sécurité internationales ; enquêter sur tout différend entre nations ; recommander des moyens d'arranger un tel différend, etc. Ces objectifs d'œuvrer pour la paix et la sécurité internationales sont bien en écho de la mission première de la politique extérieure de la Suisse, conformément à la Constitution fédérale. Une mission du Conseil de sécurité pourrait être plus complexe à gérer pour notre pays en regard de la neutralité. Il s'agit de la possibilité de prendre des mesures d'ordre militaire contre un

D'autres pays neutres – Autriche, Irlande – ont déjà siégé au Conseil de sécurité sans que cela ait posé le moindre problème.

agresseur. La Suisse devrait alors refuser de s'associer à une telle décision, au nom justement des principes de la neutralité et de sa reconnaissance par la communauté internationale. D'autres pays neutres – Autriche, Irlande – ont déjà siégé au Conseil de sécurité sans que cela ait posé le moindre problème.

LES PRIORITÉS SUISSES

Dans le cadre de sa participation au Conseil de sécurité, le Conseil fédéral a consulté les commissions des affaires extérieures du Parlement et a décidé des priorités suivantes : construire une paix durable, protéger la population civile, agir pour la sécurité climatique et renforcer l'efficacité du Conseil de sécurité. Un premier succès a pu être obtenu déjà tout début janvier : grâce à la Suisse, une

résolution sur la thématique difficile de l'aide humanitaire transfrontalière pour la Syrie a été adoptée à l'unanimité. Ce qui, dans le contexte actuel, n'était pas garanti ! La participation de la Suisse au Conseil de sécurité vise ainsi pleinement la paix et la protection des populations. Des objectifs que nous partageons et pour lesquels la longue expérience de la Suisse en la matière sera bénéfique. Dans la situation mondiale actuelle, les voix indépendantes comme celle de la Suisse, qui s'engagent en faveur d'un ordre international fondé sur le droit et facilitant le dialogue entre les différentes parties, sont plus importantes que jamais au Conseil de sécurité.

publicité

Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion

- Conseils fiscaux
- Gérance/ Administration PPE
- Comptabilité

Rue de la Gare 15 - 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

MOINS DE SLOGANS, PLUS DE COURANT! COMME LE RÉSUMÉ SI BIEN LE PLR SUISSE

par Alexandre Berthoud,
conseiller national,
vice-président du PLR Vaud

Récemment, la Commission fédérale de l'électricité annonçait que le risque de black-out, soit une coupure de courant non prévue d'une grande ampleur, cet hiver s'était dissipée. C'est une excellente nouvelle pour l'ensemble des habitants de notre pays ainsi que pour nos entreprises. Celle-ci est liée à un début d'hiver clément qui a permis d'assurer un niveau de remplissage de nos installations hydrauliques supérieur à la moyenne et ainsi qu'à nos importations.

Nos entreprises ne devraient dès lors pas se voir imposer des interdictions qui auraient été néfastes à l'heure où notre pays est touché particulièrement par l'inflation. Cependant, nous devons rester attentifs à la situation et nous préparer au mieux pour les prochains hivers. Je tiens à saluer l'accélération des projets des particuliers et des entreprises dans le solaire permettant d'optimiser la production d'énergie dans l'entier de notre canton. Avec ma collègue députée Florence Gross, nous avons déposé l'année dernière plusieurs motions et interventions pour faciliter les démarches administratives quant aux projets énergétiques. Nous nous réjouissons de défendre ces textes cette année au Grand Conseil.

NOUVELLE ANNÉE, NOUVEAUX TARIFS DE L'ÉLECTRICITÉ...

Nos entreprises tout comme les particuliers et nos collectivités subissent, en ce début d'année, les nouveaux tarifs de l'électricité. Ceux-ci ont pris l'ascenseur en 2023 notamment car négociés



en période d'insécurité énergétique et liée à la situation en Ukraine. Plusieurs entreprises ont pu constater des prix plus bas qu'en juillet dernier en négociant leurs contrats en fin d'année, le marché ayant pu se stabiliser. Ces prochaines années, le marché devrait trouver son prix d'équilibre.

À ce sujet, le Groupe PLR aux Chambres fédérales n'est pas resté les bras ballants. Il a cherché à trouver de réelles solutions pour qu'une telle situation ne se reproduise plus tant pour les habitants de notre pays que nos entreprises. Nous avons mis sur pied de nombreuses mesures pour que notre pays produise plus d'énergie électrique notamment en facilitant les projets de barrages et de toits solaires. Nous ne voulons plus que des projets tels que le barrage du Grimsel ne soient interrompus par des procédures judiciaires longues et coûteuses qui ont,

à titre d'exemple, engendré un retard de plusieurs décennies... Nous avons également prévu des fonds supplémentaires pour soutenir les propriétaires dans les rénovations énergétiques. Pour apporter ma pierre à l'édifice, j'ai déposé ma deuxième initiative parlementaire à Berne dans laquelle je propose que les investissements en faveur de la rénovation du patrimoine immobilier et les rénovations énergétiques soient déductibles fiscalement par un facteur de 1,5. L'ensemble des interventions du Groupe PLR devrait donner un coup d'accélérateur pour rendre notre pays indépendant sur le plan énergétique afin que les pénuries d'électricité ne soient plus qu'un vieux mauvais souvenir.

Chaque franc compte...

Faites un don avec
TWINT !



Scannez le code QR avec
l'app TWINT



Confirmez le montant et
le don



L'APPRENTI, CE DIAMANT BRUT

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Au fil des décennies, le système scolaire s'est intensifié, diversifié de manière à corriger certaines rigidités qui empêchaient les écoliers de trouver la bonne place pour leur avenir professionnel. Dans les années septante, 20% des écoliers seulement se retrouvaient au gymnase et 15% finalement rejoignaient l'Université ou l'École polytechnique. Beaucoup choisissaient l'École normale ou l'École de commerce qui ne nécessitaient pas un baccalauréat. Tous les autres se formaient par la voie de l'apprentissage. On était bien loin de toutes les passerelles d'aujourd'hui.

Soyons honnêtes, pour quelqu'un qui n'a pas d'enfant en âge de scolarité, il arrive que l'on n'y reconnaisse plus ses petits, tant les propositions sont nombreuses et les changements de parcours en cours de route peuvent nous mener très loin. Mais le chemin est plus long. Les jeunes entrent plus tard dans la vie professionnelle. Cette diversité, bienvenue au gré des intérêts des écoliers, a été poussée si loin que l'on en est venu à dénigrer, souvent sans le vouloir, les jeunes qui choisissaient par nécessité ou par choix la voie de l'apprentissage.

Alors que l'apprenti de commerce faisait alors la fierté de notre pays, il représentait à lui seul, la majorité des formations, il est devenu au fil du temps un produit de moindre valeur tant et si



bien que les entreprises en charge de leur formation proposaient de moins en moins de places d'apprentissage ou y accordaient moins de soins.

Sous l'impulsion de la gauche, au nom de la démocratisation des études supérieures, il fallait à tout prix que tous les enfants puissent faire des études universitaires. Un droit qui s'est transformé en une nécessité de faire des études. Plus aucun parent ne voulait que leur enfant ne devienne apprenti. Les diplômes supérieurs devenant le nec plus ultra pour une vie professionnelle réussie.

Aujourd'hui, une majorité de la jeune génération est au gymnase. Gymnases qui pullulent ainsi sur le territoire vaudois. Chaque arrondissement a son ou ses gymnases.

La Suisse aime pourtant à se vanter, surtout à l'étranger, de son système dual performant, unique qui lie école et formation sur le terrain. Mais la réalité est toute autre. On a petit à petit laissé tomber le système dual. Trouver une place d'apprentissage est aujourd'hui un véritable gymkhana même s'il manque pourtant des apprentis dans certains secteurs. Ce sont les meilleurs qui sont engagés. Que leur offre-t-on ensuite? Pas la considération qu'ils méritent. Un apprentissage se valorise en formation continue par un brevet, une maîtrise fédérale. Des diplômes de grande valeur pourtant.

Il s'agit aujourd'hui de revaloriser l'apprentissage, celui des professions manuelles et techniques en premier lieu et ensuite l'apprentissage de commerce

Plus aucun parent ne voulait que leur enfant ne devienne apprenti.

Un apprentissage se valorise en formation continue par un brevet, une maîtrise fédérale. Des diplômes de grande valeur pourtant.

L'apprentissage doit et peut redevenir le diamant brut qui se transformera en une pièce de joaillerie de haute qualité.

qui donne une formation complète en droit, économie, gestion, comptabilité, gestion de projets, etc.

Les formations universitaires et spécialisées ne sont pas à mettre en concurrence avec la formation duale. Elles sont complémentaires. Il en faut pour tout le monde.

Redonnons l'envie à des chefs d'entreprises de former la relève de leur métier, de consacrer du temps et de la passion à ces jeunes qui ne souhaitent en fait que prendre leur place et aimer leur travail. Cassons cette idée que les hautes études sont la panacée à tous les problèmes.

L'apprentissage doit et peut redevenir le diamant brut qui se transformera en une pièce de joaillerie de haute qualité. Pas de haute horlogerie sans apprentis de talent. Ils façonnent de leurs doigts les pièces de haute technologie tant appréciées dans le monde entier. Les apprentis, ces bijoux du futur qu'il s'agit aujourd'hui de choyer à nouveau.

publicité

Machines-Services – Bernard Thonney

Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailluses, machines viticoles et communales.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machineservices.com

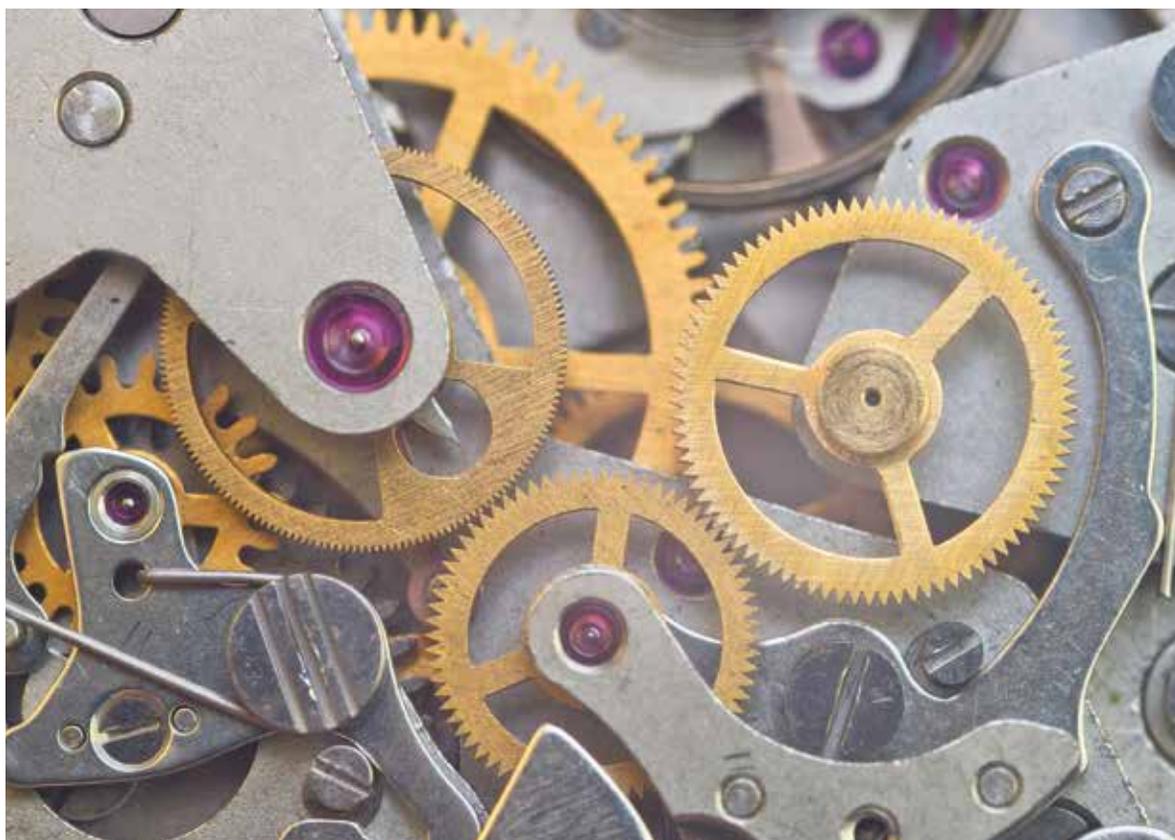
POUR UNE COMPLÉMENTARITÉ DES FORMATIONS

par Frédéric Borloz,
conseiller d'État

La palette des formations qui s'ouvrent aux jeunes est extrêmement large. Cent septante-cinq métiers sont répertoriés dans les filières d'apprentissage. Et on ne compte pas tous ceux auxquels préparent les Hautes Écoles. Pourtant, à l'heure des choix souvent décisifs, à la fin de l'école obligatoire, seules ces dernières, dans l'imaginaire collectif, semblent aspirer tous les désirs, attiser les passions, nourrir les espoirs de carrière.

C'est contre ce préjugé que je m'efforce de lutter. Voilà le sens de mon engagement en faveur de la formation professionnelle, injustement sous-estimée. Tresser des lauriers à l'apprentissage ne signifie pas dénigrer l'Université ou les Hautes Écoles. Aucun travail pratique ne peut être effectué avec succès sans une conceptualisation théorique en amont. Les deux voies sont complémentaires: combien de «*passerelles*» permettent aux gens, quel que soit leur âge, de transiter d'un monde vers un autre, dans un enrichissement profond tant pour eux que pour leurs employeurs?

Il s'agit plutôt de revaloriser les filières dites «*professionnelles*», alors que trop de jeunes se dirigent vers les formations gymnasiales sans forcément posséder un goût particulier pour les branches qui y sont enseignées. Un tiers des élèves ne sait en réalité que faire à la sortie de l'école obligatoire, alors que 8% reste en rade. Un gâchis inacceptable. Or, nombreux sont les métiers qui attendent leur relève, en un temps où la pénurie menace, de la restauration aux soins infirmiers. Mais c'est aussi dans ce vivier de métiers en quête d'apprentis que l'on repère



des activités particulièrement vitales pour notre avenir, en lien avec la transition énergétique (dans le bâtiment par exemple) ou l'informatique, un secteur où la Suisse accuse un retard périlleux.

Mais pour rééquilibrer la répartition des jeunes dans les différentes filières de formation, il est impératif d'améliorer la détection de talents qui risquent de s'égarer dans des domaines où ils ne seront pas à l'aise, loin des lieux où ils pourraient réellement s'épanouir. C'est pourquoi l'information relative à l'apprentissage doit mieux circuler, le contact entre jeunes, entreprises et écoles professionnelles être renforcé. Voilà les piliers du plan d'action qu'a mis en place le département que je dirige.

Améliorer la communication, c'est certes utiliser plus habilement les réseaux sociaux, véhicule de sociabilité usuel chez les jeunes. Mais pas seulement. L'engagement sur le terrain est primordial. Les enseignants eux-mêmes doivent être mieux informés sur

les perspectives qui s'offrent à leurs élèves, au-delà de l'obsession gymnasiale qui prédomine souvent. Les référents et référentes en approche du monde professionnel doivent être mieux soutenus dans le rôle de catalyseur des formations qui est le leur. Mais il faudra aussi un lieu où les métiers et les jeunes pourront se rencontrer, dialoguer, se découvrir réciproquement: ce sera la mission de la future Maison des métiers, dans laquelle je fonde de grands espoirs.

Nous avons besoin de jeunes dotés de formations variées pour assurer le développement intellectuel de notre pays et la force de son marché du travail.

Un tiers des élèves ne sait en réalité que faire à la sortie de l'école obligatoire, alors que 8% reste en rade. Un gâchis inacceptable.

publicité



MAITRISE FEDERALE 

Guy Gaudard s.a.

ELECTRICITE • TELECOM

Av. de Chailly 36 • 1012 Lausanne
021 711 12 13 • info@gaudard.ch

UNE JEUNE FEMME À LA PRÉSIDENTE DU PARTI

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Le dernier Congrès cantonal avait à son menu le départ du président Buffat, l'élection de son successeur, Florence Bettschart-Narbel, la désignation du candidat PLR pour le Conseil des États en remplacement d'Olivier Français, Pascal Broulis. Vous pouvez retrouver plus d'informations sur le congrès dans la version électronique de TRIBUNE que vous pourrez retrouver sur le site du parti vaudois.

Eh oui, ce n'est pas rien... Florence Bettschart-Narbel est donc le nouveau visage du parti cantonal, prête à affronter avec toute sa force de conviction et son intelligence les défis d'une campagne électorale fédérale qui s'annonce rude. Sur un élan de succès électoraux récents, le PLR a le moral au beau fixe mais la politique est mouvante. Il faut être sûr de soi, accepter le dialogue, régler les conflits, convaincre, apaiser... Prendre des coups aussi. Florence a toute ces qualités. Elle est à l'écoute. Une qualité de plus en plus rare surtout en politique mais solide et droite dans ses bottes quand il s'agit de défendre ses valeurs. Courageuse aussi car sans courage, pas d'engagement possible. Pas de succès possible. Savoir encaisser les coups, le b.a.-ba du politicien...

Florence a l'expérience de la vie publique, à Lausanne, au Conseil communal d'abord. Elle a été présidente du PLR Lausanne, elle sera même candidate à la Municipalité. La voilà aujourd'hui députée au Grand Conseil pour une deuxième législature. Sans oublier qu'elle est vice-présidente du PLR Vaud depuis quelques années. Bref, Florence, cette avocate

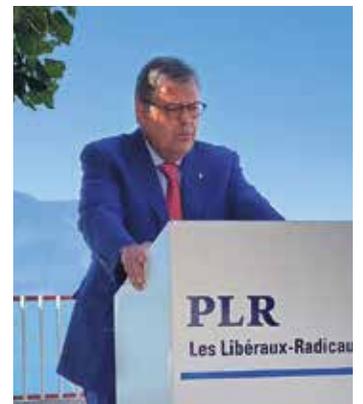


de formation, est tout sauf un perdreau de l'année. C'est une politicienne très compétente, expérimentée, active et qui aime les gens. C'est important d'aimer les gens quand on fait de la politique. Avec respect. Et toujours avec le sourire... C'est vrai qu'elle sourit beaucoup, une manière de relativiser les choses sans doute, de les aborder avec sérénité et clairvoyance. Toujours de bonne humeur, emmitouffée dans ses écharpes, en vélo pour se déplacer en centre-ville. Bref une jeune femme moderne, intelligente et pragmatique... Calme, consensuelle, l'esprit vif, engagée dans la vie associative, intéressée par la culture et le développement des villes, notre nouvelle présidente saura mener le bateau PLR Vaud à bon port. À nous de l'aider dans sa mission. Le succès ne se fait jamais seul mais elle saura fédérer car c'est une de ses forces. Allez, soyons fous, on la suivra jusqu'au bout du monde... Une femme à la tête du parti, ça fait très plaisir...

MERCI MARC-OLIVIER

Marc-Olivier Buffat vient de quitter la présidence du parti après cinq années de travail acharné. Un sacré bail et beaucoup de fierté du travail accompli. Toujours député au Grand Conseil, il ne quitte pas la vie politique pour autant mais il va un peu lever le pied... enfin un peu seulement car il vient d'accepter d'être le chef de campagne du parti pour le Conseil national (Olivier Français le sera lui pour le Conseil des États).

La présidence du plus grand parti du canton n'est pas toujours une sinécure. La pression médiatique, les attaques de plus en plus virulentes en plénum finissent par user même le plus solide des hommes. On se souviendra de ses discours passionnés au Congrès cantonal, ses envolées oratoires, ses colères



parfois. Alors on ne peut que lui dire merci pour son magnifique engagement. Les délégués du Congrès cantonal de décembre ne s'y sont pas trompés en lui offrant une ovation pour son départ. Il la méritait bien... Alors merci Marco pour tout ce que tu as fait et fera encore pour notre parti. FG

ÉTAT DE VAUD : INDEXATION DES SALAIRES 180 MILLIONS SUR LA TABLE

par Florence Gross,
députée, présidente
de la Commission des finances

Les rues lausannoises se sont fortement animées en décembre dernier et non uniquement grâce à Bô Noël. En effet, suite à l'annonce du Conseil d'État concernant l'indexation des salaires, syndicats et enseignants ont profité d'une météo clémente pour manifester leur mécontentement. Des slogans tels que «Dittli, ça suffit», «qui sème la misère, récolte la colère», «plus de fric pour le service public», «moins de PLR, plus de salaires», etc., indignes d'un niveau attendu pour des collaborateurs sensés montrer l'exemple aux enfants scolarisés... bref!

Mais de quoi et surtout de combien parle-t-on? Avant l'annonce du 8 décembre du Conseil d'État, 71 millions étaient inscrits au budget pour cette indexation. Insuffisants certes mais rappelons que le processus budgétaire se termine bien avant octobre. Or, l'IPC d'octobre annoncé est de 3%. La loi sur le personnel précise que «le Conseil d'État adapte l'échelle des salaires au coût de la vie le 1^{er} janvier de chaque année sur l'IPC du mois d'octobre de l'année écoulée». Les syndicats, selon cette même loi, sont consultés et non décideurs. Il est important ici de rappeler le décret de 2013 sur la recapitalisation de la Caisse de pension qui autorise à ne pas reprendre l'IPC d'octobre tel quel mais la différence avec un indice de référence. Pour 2022, cette différence s'élève à 2.2%. Enfin, le Conseil d'État peut décider d'adapter partiellement les salaires, de ne pas les adapter, de n'en adapter que certains ou d'octroyer un montant identique.



POUR RÉSUMER, L'ÉTAT A OCTROYÉ :

- une indexation de 1.4% à l'ensemble de la fonction publique et parapublique, soit un total de 104 millions. Les 33 millions hors budget seront financés par crédit supplémentaire;
- une prime unique «vie chère» – 0.8% du salaire – pour les classes 1 à 10 du secteur public uniquement; coût de cette mesure: 15 millions, hors budget, vraisemblablement pris lors du bouclage des comptes 2022;
- les annuités selon les années d'expériences dans la fonction: 53 millions inclus au budget;
- une indexation des régimes sociaux

de 2.5% pour un total de 10 millions hors budget financés par crédit supplémentaire.

Au total, ce ne sont pas moins de 182 millions que le Conseil d'État a mis sur la table. Que peut-on retenir de plus? Un financement total des 1.4% d'indexation pour le secteur parapublic alors que le taux de subventionnement moyen est de 70%. Des annuités totales et pour tous les collaborateurs de l'État, quelle que soit leur performance, et sans parfois même d'évaluation. Une prime unique pour des salaires allant jusqu'à CHF 109 000 annuel, considérés comme «moyens»...

Il est vrai que l'annonce faite par le Conseil d'État en plein traitement du budget par le Grand Conseil n'a pas facilité les débats. La décision de la Commune de Lausanne d'indexer les salaires de 2.87% dès septembre 2022 n'a pas aidé non plus. Les communes contributrices à la péréquation apprécieront. Mais de là à traiter le canton de «pingre», c'est oublier l'ensemble des conditions du personnel de l'État, dont notamment une caisse de pension à primauté de prestations permettant des rentes largement supérieures au secteur privé. Un mouvement de grève était agendé ce 23 janvier.

QUAND LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DEVIENT UN PRÉTEXTE POUR DIRE TOUT ET N'IMPORTE QUOI

par Marlène Bérard,
cheffe du groupe PLR au Conseil
communal de Lausanne

À Lausanne, depuis des années la gauche fait la pluie et le beau temps au Conseil communal. Elle arrose par-ci, elle octroie par-là, elle interdit ceci, elle autorise cela. La gauche fait passer tous les objets qu'elle veut. Elle n'a pas besoin de consensus pour exclure la voiture du débat, pour supprimer les zones bleues dans les quartiers, pour augmenter ses charges sans réfléchir aux moyens de les financer ou pour tenter par tous les moyens d'alléger la charge fiscale de ceux qui n'en ont pas.

Peu habituée à ce qu'on lui tienne tête, la seule limite qui semblait exister jusqu'alors pour limiter des dérives dans le débat politique était le respect du Code pénal. Mais là aussi la gauche n'aime pas. Elle n'aime pas que la liberté d'expression puisse trouver des limites lorsqu'il s'agit de défendre une idée.

Dernièrement, c'est un élu Vert qui en a fait les frais. Après avoir jeté un soupçon de conflit d'intérêt dans une interpellation sur Patrick de Preux, administrateur de l'aéroport de la Blécherette et notaire, l'élu s'est vu condamner par le Ministère public pour diffamation. Cette condamnation a fait l'objet d'une opposition de la part de l'élu Vert pour qui le litige va se poursuivre devant le Tribunal de police. Peu satisfaite de la tournure que prend cette affaire, la gauche lausannoise s'est fendue d'un communiqué de presse déplorant une pratique portant atteinte à la liberté d'expression des élus et souhaitant une réflexion sur la mise en place d'une immunité telle



qu'elle existe sur le plan cantonal et fédéral. En d'autres termes, la gauche considère que tenir des messages mensongers devrait être légal lorsque l'on s'exprime dans un hémicycle et ceci «pour renforcer la protection des élus, pour qu'ils puissent poursuivre l'exercice de leur droit politique dans de bonnes conditions». Ériger le mensonge et la diffamation comme pratique politique, c'est le nouveau credo de la gauche.

Loin de moi l'idée qu'un débat politique doit être mou et convenu, mais le débat doit être juste et se fonder sur des faits avérés sans qu'ils tentent de salir injustement l'honneur de ceux qu'ils visent. C'est la raison pour laquelle PLR et UDC ont déposé un postulat visant à rappeler aux élus quels sont leurs devoirs et les risques auxquels ils s'exposent en cas de violation.

Un autre élément faisant partie du postulat est la réglementation de la prise en charge d'éventuels frais d'avocat en cas de procédure judiciaire dirigée

contre ou ouverte par un élu qui a agi dans le cadre de ses fonctions. Il est en effet juste qu'un élu puisse bénéficier d'une certaine protection quand il a agi dans les limites du cadre légal. Toutefois, il n'appartient pas à la Ville de Lausanne de soutenir financièrement des comportements qui s'avèreraient illicites.

Que l'on soit élus ou militants, certaines limites doivent exister. Il est inacceptable de tolérer des agissements contraires au droit au prétexte qu'ils servent une cause plus noble qu'une autre. Comment peut-on considérer qu'entraver le quotidien de plusieurs dizaines de personnes en se collant les mains au bitume est juste et fera avancer la cause écologique? Comment peut-on estimer que jeter de la sauce tomate sur une œuvre d'art permettra de ralentir le réchauffement climatique? Au lieu de servir leur noble cause, ils en font une potence parce qu'il est difficile d'adhérer à un mouvement qui ne respecte pas les gens, pas les

institutions, pas le peu de richesse qui nous reste. Et je ne parle pas de richesse monétaire, mais de richesse culturelle, intellectuelle et d'un héritage qui s'est construit sur des bases démocratiques.

Se croyant au-dessus des lois, certains élus et militants détruisent l'essence même de la démocratie qui est pourtant l'arme la plus puissante pour faire avancer les causes qui nous sont chères. Espérons que le rappel des règles élémentaires à respecter lorsqu'on agit en qualité d'élu permettra d'améliorer la qualité du débat!

Prochaine parution
Mercredi 22 février 2023

Délai rédactionnel
Lundi 13 février 2023

Un seul slogan :

abonnez-vous
à TRIBUNE...

2023, année de VÉRITÉ

par Nicolas Suter,
député, président
du Groupe PLR au Grand Conseil

Cette année encore, janvier ne fait pas exception. Comme tous les ans ce mois marque le début d'une année nouvelle. Tous mes meilleurs vœux à vous, vos proches, notre canton, notre pays et notre belle planète pour 2023. Sincèrement.

Comme chaque année le menu qui attend notre canton, ainsi que toutes celles et tous ceux qui s'engagent pour trouver des solutions, est copieux. Attachez vos ceintures: relations canton-communes, révision de la loi sur l'énergie, pénurie de personnel dans certains domaines clés, formation, santé, jugulation de l'inflation et fiscalité pour ne citer que les plats principaux.

Ce nouveau départ calendaire, rempli de l'espérance offerte par 365 jours à disposition, animé des forces renouvelées par la pause de Noël et avec la garantie d'un budget bouclé par le Parlement vaudois en décembre 2022, n'est pourtant pas tout à fait comme les autres. Les anciens nous diront, avec raison certainement, qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil et que cela fait longtemps que plus rien n'est comme avant. Tout de même, 2023 me laisse songeur.

Si notre canton a démontré une capacité de résilience hors normes ces dernières années, quelques signes semblent montrer que le puits n'est finalement pas sans fond. On ne peut en effet pas ignorer que trois ans de pandémie ont laissé des traces, dans notre société, son système de santé mais également dans le monde de l'entreprise. Les multiples crises, calamités et défis que traverse le monde ont immanquablement un impact sur chacun d'entre nous. Les ressources financières de notre canton ne sont pas illimitées, on le sait, mais on risque de l'expérimenter «pour de vrai». Finalement on se retrouve dans



Les ressources financières de notre canton ne sont pas illimitées, on le sait, mais on risque de l'expérimenter «pour de vrai».

un environnement, notamment à l'international, moins collaboratif et plus unilatéral.

Cet horizon assombri n'est de loin pas une invitation à freiner son enthousiasme ou à renoncer à se retrousser les manches. Bien au contraire, dans un environnement plus difficile, l'engagement politique prend tout son sens. Garder un cap, arbitrer des frustrations, faire des choix, être créatif et courageux sont autant de raisons de se lever de bon matin. Ceci d'autant plus que nous sommes héritières et héritiers, gardiennes et gardiens d'un certain nombre de valeurs, à commencer par la liberté. Liberté d'entreprendre, liberté de parler, liberté d'espérer, liberté de se déplacer, liberté de croire en l'avenir et de le construire. Tellement d'hommes et de femmes se sont battus et se battent encore pour cette liberté (Davel il y a tout juste 300 ans ou le peuple iranien pile maintenant) qu'il est nécessaire de

se rappeler l'importance et l'impact de cette valeur.

Barrer un navire par temps calme ne dévoile que peu de choses sur les qualités d'un marin, faire de la politique en 2023 pourrait bien être révélateur

des dispositions et du potentiel d'un groupe politique tel que le nôtre. Pour le bien des Vaudoises et des Vaudois, je le souhaite. Sincèrement.

CONTINUEZ DE NOUS SUIVRE



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : L'HUMAIN BIENTÔT SURPASSÉ ?

par Nicolas Secretan,
membre du comité

Les avancées de l'intelligence artificielle sont à la fois merveilleuses et inquiétantes. Cette technologie est en train de transformer le paysage médiatique. L'une des plus remarquables et remarquées est ChatGPT qui peut produire des articles automatiquement à partir d'informations fournies par l'utilisateur. On pourrait penser que cela signifierait la fin des journalistes et créateurs dans un avenir proche mais je suis convaincu qu'il n'en sera rien.



Si l'angle narratif peut être généré automatiquement grâce aux outils AI disponibles sur internet (comme ChatGPT), il incombe toujours aux professionnels des métiers liés au journalisme et à la création de veiller sur chaque aspect pour offrir au public un contenu fiable qui se rapproche autant que possible de la véritable histoire racontée derrière chaque document produit. Aucun algorithme ne permettra aux chatbots d'avoir une compréhension suffisamment large pour produire des contenus dignes d'intérêt sur ces sujets complexes et critiques qu'il faut aborder avec intelligence.

Il demeure clair qu'un robot ne pourra jamais se substituer aux capacités humaines requises pour fournir une expertise significative basée non pas simplement sur une information quantitative canonique obtenue via internet (avec ChatGPT), mais plutôt sur la synergie pertinente de ces informations par les journalistes et les créateurs. Ces notions fortes font glorieusement pencher vers soi l'avantage intellectuel final alors que bon nombre de médias font la gloire de ChatGPT.

Cet article fut rédigé par une intelligence artificielle...

Tout d'abord, il y a une différence fondamentale entre un article généré par un robot comme ChatGPT et celui rédigé par un être humain : l'humour. Et bien que la technologie soit capable de reconnaître certains types d'humour ou de rendre certaines phrases plus expressives ou percutantes grâce à son système avancé de reconnaissance vocale et ses algorithmes compliqués pour comprendre le contexte, elle reste loin derrière ce que les humains peuvent faire en termes d'interprétation

du sens (sans mentionner le charme prosaïque).

En outre, ChatGPT est incapable de prendre en compte certains éléments subtils tels que les considérations politiques ou culturelles qui font partie intégrante du journalisme contemporain.

De plus, il y a beaucoup trop de facteurs humains impliqués quand il s'agit des questions complexes abordées par les journalistes quotidiennement – ceux-ci ont besoin non seulement d'une

grande connaissance pratique sur le terrain concernant leur domaine choisi par exemple, la politique internationale, mais également une capacité immense à interpréter correctement l'information reçue afin qu'ils puissent communiquer correctement leur vision aux lecteurs intelligents qui veulent regarder au-delà des faits bruts avec plus de profondeur. Cela semble être au-dessus du niveau actuellement atteint par ChatGPT ; restons donc optimistes !

publicité

CAVE DE LA CRAUSAZ FÉCHY



Buttems frères S.A.
Chemin de la Crausaz 3
1173 Féchy
021 808 53 54
www.cavedelacrausaz.ch
Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz - Féchy AOC La Côte
CHF 8.40 la bouteille

Offre spéciale carton de dégustation

5 x 70 cl. Cave de la Crausaz Féchy Féchy AOC La Côte	CHF	43.50
5 x 70 cl. Cave de la Crausaz rouge Les Bourrons, assemblage	CHF	43.50
5 x 70 cl. Rosé La Crausaline Pinot Noir	CHF	45.00

Prix du carton **CHF 132.00**

Prix valables jusqu'au 31.12.23

Je commande _____ carton(s) de dégustation livré(s) à mon domicile pour la somme de 132.00 par carton (uniquement en Suisse). Frais de livraison offerts

Nom : _____

Prénom : _____

Rue : _____

NP/lieu : _____

Tél. _____

Signature : _____

TRIB

UNE STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE QUI COULE...

par Stéphane Rezso,
président Commission Innovation
PLR Vaud

Le Conseil fédéral a fait voter en 2017 au peuple Suisse une stratégie vouée à l'échec. Cet hiver 2022 en est la magistrale démonstration. Aujourd'hui, nous parlons de rationnement de l'électricité voire de délestage, un comble pour un des pays les plus riches de la planète. Mais avec de surcroît une explosion des prix du kWh pour les ménages et pour les entreprises, au risque de mettre notre tissu industriel en péril.

Mais comment en sommes-nous arrivés à ce désastre ?

Rappelez-vous: pour améliorer notre bilan carbone, il fallait taxer le fossile et encourager à électrifier tout le reste. Évidemment, le renouvelable était la solution et les panneaux photovoltaïques (PV made in China) allaient tous nous sauver.

Seulement cette stratégie suisse n'est valable que les neuf mois tempérés annuels. Pour les rudes mois d'hiver, la Suisse importe du courant, et nous avons totalement perdu notre souveraineté énergétique.

Le PV c'est très bien, nous pouvons rajouter des panneaux photovoltaïques sur tous les toits et toutes les façades; en hiver, sous le stratus et le mauvais temps, la production PV restera insuffisante pour nos besoins, déjà pour le chauffage.

Le marché suisse, c'est 33 000 pompes à chaleur neuves par année, dont 24 000 en fonctionnement air-eau (chiffres 2021). Ces PAC consomment beaucoup de courant dans les mois d'hiver, lorsqu'il fait froid, alors que nous en manquons.

Plus de la moitié de ces PAC sont en



remplacement de chaudières à mazout ou à gaz. Mais leur consommation électrique est beaucoup plus grande que pour du fossile. Par exemple, pour un petit bâtiment locatif, une chaudière à gaz de 60 kW consomme (par heure) 150 Watts d'électricité en fonctionnement et une PAC pour une installation identique va consommer 15 kW soit 100 de plus!

Cela signifie qu'année après année, 30 000 après 30 000 machines, notre consommation d'électricité va augmenter en hiver, alors qu'il nous en manque. Mais la Confédération et les Cantons vous encouragent beaucoup à le faire, avec force de publicité et de subvention. Deuxième grand problème, simultanément, pour le parc automobile nous suivons la même (auto)route. La Confédération incite les ménages à mettre le couvercle sur la casserole et à changer les ampoules pour mettre des LED.

Mais si le ménage a cédé aux charmes de l'électricité et a acheté une Tesla ou une ID3, toutes les économies faites dans l'appartement seront ruinées avec un seul trajet (16,5 kWh ou 19,4 kWh par 100 km). À moins d'interdire aux véhicules électriques de rouler pendant les mois d'hiver, notre problème va s'intensifier, et ceci année après année.

Avec les nouvelles pompes à chaleur et les nouvelles voitures électriques, chaque année notre problème va grandir et grandir et grandir...

Finalement, la Confédération doit développer une nouvelle stratégie, cette fois-ci réaliste, sinon c'est la faillite collective. Mais nous ne suivons pas cette voie, car malheureusement l'Ofen a fait prendre au peuple des vessies pour des lanternes, et nous n'avons pas fini de le payer...

Avec les nouvelles pompes à chaleur et les nouvelles voitures électriques, chaque année notre problème va grandir et grandir et grandir...

publicité

ELAGAGE
BOIS-ÉNERGIE
TRAVAUX FORESTIERS

TRANSPORT
GÉNIE FORESTIER
STABILISATION BIOLOGIQUE

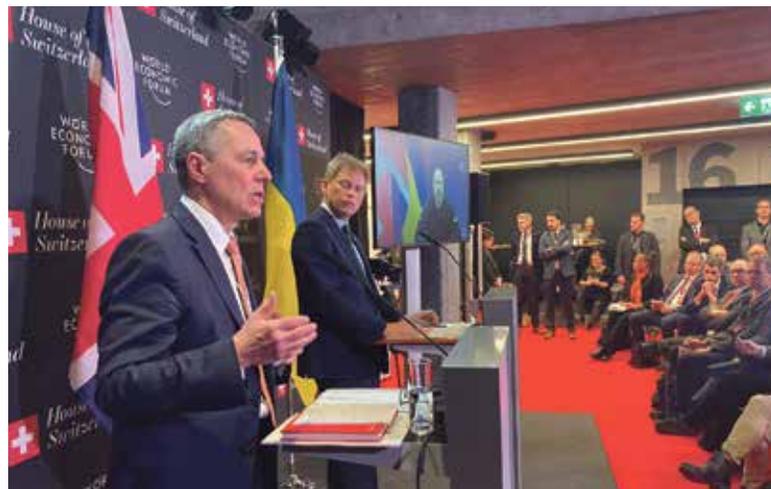
www.danielruch.ch • 021 903 37 27 • 1084 Carrouge (VD)

TOUT LE MONDE à Davos...

Toute l'élite politique mondiale et bien sûr européenne s'est retrouvée à Davos, sur invitation. Plus d'une cinquantaine de chefs d'États et premiers ministres ont fait le déplacement d'Afrique, des USA, d'Asie mais peu de Chine et aucun Russes. Le président Poutine n'a pas été invité. Et pour la première fois dans l'histoire du WEF, aucun oligarques russes non plus. Les États-Unis ont été représentés au plus haut niveau par la ministre des Finances, Janet Jellen, John Kerry, ancien secrétaire d'État et envoyé spécial pour le climat. Faut dire qu'à Davos, on y retrouve tout le gratin mondial. Olaf Scholz était présent mais pas d'Emmanuel Macron ni Biden ni Xi. Le fameux WEF dont il est de bon ton de se moquer, pire de l'accuser de tous les maux, n'en reste pas moins le seul endroit au monde où peuvent

se rencontrer de manière conviviale et en toute sécurité des personnalités de haut rang du monde politique, financier, scientifique, humanitaire et de la société civile, etc. L'endroit où les idées divergentes se confrontent. Le rendez-vous des grands patrons...

Un moment important pour la diplomatie suisse qui se voit d'un coup hôte de tout ce beau monde avec sa fameuse «Maison suisse» pour les moments privilégiés, fondue comprise... Pas moins de cinquante échanges bilatéraux du Conseil fédéral sur les sujets d'actualité étaient à l'agenda helvétique avec six des sept conseillers de piquet pour l'occasion. Alain Berset en président pour la deuxième fois est reconnu par les plus anciens, Ignazio Cassis, après son année mouvementée, connaît lui tout le monde et finalement Albert Roesti qui lui ne connaît encore personne...



On y a beaucoup parlé d'Ukraine, d'inflation, de climat, de santé. Quelques manifestants pro climats comme toujours et un service de sécurité, près de 5500 hommes, qui a su éviter tout dérapage et attentats. Une sécurité garante

de la réputation de notre pays à organiser de tels événements. Soyons heureux de la compétence de nos forces de l'ordre et fiers du WEF qui donne à notre pays une visibilité mondiale. FG

publicité

www.confort-lit.ch
Confort-lit
DEPUIS 1989

Gain de place grâce au canapé-lit avec en plus le confort d'un vrai matelas.



1400 YVERDON
Av. de Grandson 60
024 426 14 04
yverdon@bluewin.ch

1005 LAUSANNE
Rue St-Martin 34
021 323 30 44
lausanne@confort-lit.ch

1762 GIVISIEZ
Rte des Fluides 3
026 322 49 09
givisiez@confort-lit.ch

34 ans

Votre partenaire qualité et confort en ameublement & literie

FRANCE OU L'INEXORABLE DÉCLIN

par Pierre Schaeffer

Le Fonds monétaire international (FMI) vient de publier une statistique qui aurait dû interpeler les Français et leurs élites politiques. La France rétrograde au septième rang mondial pour son Produit intérieur (PIB). Elle vient ainsi, et en moins de vingt ans, de passer du cinquième au septième rang, dans une indifférence générale, supplantée par l'Inde.

La France paie une double faiblesse, l'une économique, et par action, c'est l'insuffisance de sa production, l'autre par omission, c'est l'incapacité de ses gouvernements à imposer des réformes salutaires. La France a très largement liquidé son potentiel industriel, il y a une quarantaine d'années, au nom de ce que Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui se voulait chantre des temps nouveaux, appelait l'ère post-industrielle. Le résultat aujourd'hui, c'est un appareil de production industriel performant dans trois domaines seulement : l'aéronautique, la pharmacie et l'agroalimentaire. Encore faudrait-il observer, dans ce dernier cas, que l'excédent français est dû aux seules exportations de vins et spiritueux. La production industrielle insuffisante génère un déficit du commerce extérieur qui, en l'absence de monnaie commune, provoquerait une dépréciation désastreuse du franc français et poserait très vite la question du maintien de la France dans une zone de libre circulation.

Ce déséquilibre des fondamentaux économiques de la France s'accompagne d'effets pervers à l'échelle de son territoire, notamment d'un phénomène « d'archipelisation », c'est-à-dire de fragmentation en zones de peuplement et de faible densité, la croissance de population s'exerçant dans les zones littorales, celles de la Méditerranée d'abord les plus pauvres en emploi. Cette insuffisance du PIB à l'échelle du territoire, génère des conséquences



immédiates en termes de puissance. Reconnue jusqu'au XX^e siècle comme grande puissance, la France subit la concurrence de l'Allemagne qui, au sein de la zone euro, affiche un PIB de 40 % supérieur à celui de la France, malgré un excédent de population de 20 %. Les déséquilibres économiques et financiers de la France la renvoient à une forte dépendance à l'égard de l'Union monétaire et de la Banque centrale européenne (BCE).

L'éclipse de la puissance française dans le monde se révèle immédiate à l'échelle internationale, en Afrique où certaines anciennes colonies françaises ont rompu leurs relations avec

Paris malgré l'engagement de la France dans le Sahel contre le djihadisme. C'est le même cas en Europe de l'Est où les tentatives de médiation française dans la guerre d'Ukraine sont traitées avec dérision à Moscou. Le bilan est aussi redoutable dans le secteur culturel, pour une France qui enregistre des déboires multiples, qu'il s'agisse de son système éducatif ou de ses universités, la mieux cotée par PISA, se situant au 23^e rang mondial.

Le remède à cet effritement de la puissance et de l'influence française pourrait se situer dans les réformes, celles qui réduiraient la part de la dépense publique et de l'impôt dans le PIB,

celles qui engageraient le pays dans une longue marche d'augmentation du travail que les Français apprécient de moins en moins. Mais l'avènement d'un gouvernement sans majorité parlementaire ne plaide pas pour l'adoption des réformes nécessaires. Les crises récentes, pandémie et inflation due à la guerre d'Ukraine, pèsent sur les comptes publics de la France menacée par les déficits et la dette du défaut comme ce fut le cas pour la Grèce il y a une dizaine d'années. La France doit remonter sur les marches du podium dressé par le FMI, mais il lui faut produire plus et travailler plus.

La France rétrograde au septième rang mondial pour son Produit intérieur (PIB).

Cette insuffisance du PIB à l'échelle du territoire, génère des conséquences immédiates en termes de puissance.

Les déséquilibres économiques et financiers de la France la renvoient à une forte dépendance à l'égard de l'Union monétaire et de la BCE.

DANS LE JOLI MONDE DE BARBIE ET KENT...

par Fabienne Guignard

Les MAGA XXL viennent de prendre le contrôle du Congrès américain... Les Trumpistes puissance 10. Avec à leur tête une petite équipe de jolies poupées barbie très méchantes, qui commencent déjà à s'écharper en public... Bref, on les voit partout, surtout sur Fox News... Mais bon, elles viennent d'entrer dans des commissions importantes: sécurité nationale, réformes... Résultat d'un chantage pour l'élection de leur Speaker, le beau Kevin... Pas joli joli... Les voilà toutes guillerettes pour ouvrir des enquêtes parlementaires contre l'équipe Biden. Les pistolets sont chargés.

Leurs obsessions: l'avortement, les armes, Dieu, mais surtout les frontières. Avec le Canada, on ne sait pas... Avec le Mexique, c'est sûr. Les murs, c'est leur truc. Les migrants, c'est pas facile à gérer alors le gouverneur du Texas, un super MAGA, organise des bus à migrants qu'il envoie à New York et dans des États démocrates, comme



des marchandises, jusque devant les maisons de députés démocrates... J'espère au moins qu'ils leur donnent à manger...

Les MAGA XXL ont même un député très original, George Santos, qui, pour se faire élire dans le district de NY, a menti sur son CV, son profil et même sur son nom. Pas un petit mensonge de rien du tout. Il s'est construit une vie imaginaire. Mais on le vire pas. Tout va bien au pays de Kent et Barbie. Il est récompensé par une nomination à la commission des PME et celle sur l'Espace. Il s'y sentira à l'aise lui qui vit déjà sur une autre planète... Un extra-terrestre chez les MAGA...

Kent, c'est bien sûr le nouveau président du Congrès américain, Kevin McCarthy. Même coiffure parfaite. Bel homme mais question éthique il n'est pas encore au point. Ce sont les barbies qui commandent... Et s'il ne fait pas comme elles veulent, il est viré... Bref, les Américains ne vont pas rigoler... On croyait que le cirque politique, c'était qu'en France. Ben non, aux States, ils font encore mieux... Pire que Mélanchon et Sandrine Rousseau...

Joe affûte son stylo Montblanc «Veto pen» comme il dit. Les MAGA XXL détestent la famille Biden, même la gentille Jill et surtout Hunter, le fils chéri qui s'est fait plein de sous en Ukraine

dès 2014 et même en Chine paraît-il. Faut reconnaître que c'est assez limite... Profiter du nom de papa, c'est pas très classe... Comme le beau-fils de Donald, Jared, qui s'est fait financer par l'Arabie saoudite... Deux milliards et demi tout de même... Mais lui ne sera pas inquiet. Chez les MAGA, on ne touche pas à la famille Trump.

En Europe, le grand sujet de discussion, c'est les chars... Les chars d'attaque qui pèsent des tonnes, qui roulent vite, qui tirent fort et loin dont les Ukrainiens ont besoin. Mais voilà il y a des pays constructeurs de chars qui ne veulent pas les donner. Et ne veulent pas non plus que leurs clients les donnent... Olaf est au centre de l'attention. Toutes les chancelleries regardent vers lui, font pression pour qu'il lâche du lest. Même si c'est le Bundestag qui a toujours le dernier mot. Pareil en Suisse, nous voilà comme Olaf, le vilain petit canard du monde. Nous, notre truc, c'est plutôt l'humanitaire...

Joe hésite à envoyer les siens. Faut dire qu'ils sont très gros ses *Abrams*... Il vient déjà de donner une batterie antimissiles *Patriot*. On se retient, on se retient mais ça va pas durer longtemps... Les Canadiens pareil. Vont-ils flancher? Mais les Polonais, les Finlandais, les Espagnols, les Hollandais sont prêts à donner, le pied sur l'accélérateur. Plus que le feu

vert américain. Et puis, il y a Rishi. Lui, c'est fait, il envoie du lourd. Décidément je l'aime bien ce Rishi. Ça rassure tout le monde. Il déclenche le processus et Boris le suit à fond... Mais bon c'est quand même du lourd ces chars. Que va faire Vladimir et surtout son «nouveau copain», le chef de Wagner? Des fous, des menteurs, des tueurs, des repris de justice... Voilà qu'ils nous comparent à Hitler...

Et pendant ce temps, on vit avec quelques degrés de moins dans nos maisons. On vit très bien. On remet nos pulls. La neige est tombée, le WEF accueille le monde entier. Que du beau monde mais pas de stars. Joe est au Delaware à ranger ses papiers, Jinping s'occupe de ses malades, Vladimir n'a pas été invité. Les oligarches font la fête à Dubaï. Et le Conseil fédéral invite ses hôtes à manger la fondue. À la bonne franquette... Il paraît qu'ils adorent ça... Nous aussi.

Kent, c'est bien sûr le nouveau président du Congrès américain, Kevin McCarthy. Même coiffure parfaite. Bel homme mais question éthique il n'est pas encore au point.

Les MAGA XXL détestent la famille Biden, même la gentille Jill.

publicité



HOTEL BELLERIVE
★ ★ ★

**Idéal pour tous vos séjours
et ceux de vos connaissances**

Vue imprenable – Parking assuré
Fitness, Sauna, Hammam

BAR PUB « LE 99 »

Av. de Cour 99, 1007 Lausanne
Tél. +41 21 614 90 00
www.hotelbellerive.ch
info@hotelbellerive.ch